

## La France s'opposera aux coupes « drastiques » dans la Pac

© 14/05/2018 |  TERRE-NET MÉDIA

La France « ne peut pas accepter la baisse drastique » du financement de la Politique agricole commune (Pac) proposée par la Commission européenne pour le futur budget à long terme de l'UE, a affirmé la ministre Nathalie Loiseau lors d'une réunion lundi à Bruxelles.



*La Commission européenne plaide pour une baisse de 5 % du budget dédié à la Pac. (©Raphael Koch/Fotola)*

« La France ne peut pas accepter sa baisse drastique qui revient à faire supporter par la Pac une part disproportionnée du coût du départ du Royaume-Uni », a déclaré Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, devant ses homologues. S'exprimant à l'occasion d'un premier débat à 28 portant sur le **budget 2021-2027 de l'UE**, elle a affirmé le « désaccord net et profond » de la France sur ce point avec les propositions mises sur la table début mai par la Commission européenne. « Nous nous opposerons aux coupes envisagées par la Commission dans les paiements directs qui ont un impact direct pour les agriculteurs », a-t-elle précisé, estimant que la proposition présente « un risque sur la viabilité des exploitations » et provoque « une incompréhension de la part des agriculteurs européens ».

La Commission plaide pour une **baisse de 5 % du budget dédié à la Pac**, dont environ 4 % pour son volet consacré aux **aides directes** en faveur des agriculteurs. Certains États et parlementaires européens sont sceptiques sur la manière dont sont présentés ces chiffres, et craignent qu'ils ne masquent des coupes entre 10 et 20 % en termes réels. Selon le tour de table des ministres des États membres en charge des questions européennes, la France peut compter sur de nombreux soutiens sur ce point : l'Espagne, la Pologne, l'Estonie, la Slovénie, la Grèce, la Slovaquie, la Roumanie, la Hongrie et la Croatie se sont opposées aux coupes proposées, et l'Italie, l'Irlande et Malte ont fait part de leur forte préoccupation. La Lituanie et la Finlande ont quant à elles déploré en particulier la baisse des fonds destinés au **développement rural**, deuxième « pilier » de la politique agricole européenne.

Pour nombre d'entre eux, les coupes proposées par la Commission sur les deux politiques traditionnelles de l'UE, **agriculture et cohésion**, sont difficiles à accepter. Seuls quelques pays, les Pays-Bas en tête, soutiennent la baisse des fonds de la Pac, au nom d'un budget « modernisé ». Nathalie Loiseau a par ailleurs regretté la « timidité » de certaines propositions de l'exécutif européen, « qui vont dans la bonne direction mais mériteraient d'être plus ambitieuses ». La France aurait par exemple aimé intégrer la taxe en discussion sur les géants du numérique parmi les nouvelles sources de revenu propres à l'UE, au même titre qu'une taxe sur le marché du carbone ou sur l'assiette commune de l'impôt sur les sociétés. Elle souhaite aussi que la suppression des rabais accordés à certains États membres sur leur contribution nationale se fasse dès 2021, et non progressivement comme le propose la Commission.